

**TRIBUNE**

## Transition énergétique

# Energie : faisons des choix responsables !

par Christian **Pierret** président de la Fédération des villes moyennes (FVM)



“ **L’optimisation énergétique constitue la pierre angulaire du modèle français à construire. De par leur proximité et leur ancrage territorial unique, les villes moyennes jouent un rôle prépondérant en faveur de cette sobriété recherchée.** ”

tique avec une offre plurielle et durable. A la clé, une France partie prenante d’une nouvelle révolution mondiale de l’énergie, retrouvant la voie de la croissance et mettant tous ses territoires sur un pied d’égalité.

*Ne nous y trompons pas. L’optimisation énergétique constitue la pierre angulaire du modèle français à construire. De par leur proximité et leur ancrage territorial unique, les villes moyennes jouent un rôle prépondérant en faveur de cette sobriété recherchée. L’accompagnement des acteurs locaux dans leurs différents projets est donc une priorité. La FVM propose la mise en place de structures compétentes pour soutenir les initiatives locales et favoriser le développement de projets innovants au service de la population, des PME et des ETI. En tant que moteur de l’aménagement urbain, les villes moyennes et leur intercommunalité développent de nombreux projets exemplaires en matière d’éco-construction, de lutte contre la précarité énergétique, de mobilité durable, etc. Quand on sait que l’habitat et les transports sont les domaines les plus énergivores, on comprend pourquoi l’Etat s’il veut réellement donner les mêmes chances à cha-*

**L**a France se trouve à un tournant de son histoire en matière énergétique. Les choix présents conditionneront notre avenir, qu’ils concernent l’environnement, la croissance, l’emploi, la sécurisation de l’approvisionnement...

Notre pays a tous les atouts pour (ré)inventer son modèle sur des bases responsables, durables et compétitives. Ce défi exige l’engagement de tous : Etat, collectivités, acteurs privés et citoyens. L’enjeu est clair pour la Fédération des villes moyennes : conjuguer la sobriété énergé-

cun de ses territoires doit soutenir les initiatives locales et les encourager.

Ce débat pose aussi la question fondamentale du mix énergétique français. La Fédération rappelle que l'énergie nucléaire reste en l'état irremplaçable pour construire un modèle écologiquement durable, économiquement compétitif et socialement soutenable au bénéfice des entreprises et des ménages. La France doit privilégier une approche raisonnée et "pacifiée" de la question énergétique

Le nucléaire constitue un atout indéniable pour notre pays qui doit conserver son leadership mondial en la matière. Il permet d'accélérer la sortie des énergies fossiles (pétrole et charbon) et donc de réduire d'autant les GES. Des milliers de PME, 410 000 emplois directs, indirects et induits dans la filière, des milliers de brevets sont en jeu. Le nucléaire reste un choix d'avenir. Il nous permet de conjuguer la lutte contre le changement climatique, la compétitivité de notre économie et l'indépendance de notre pays sur la scène internationale. Rappelons-le, il est impossible de sortir du nucléaire sans doubler notre production d'énergie thermique d'ici à 2030, ce qui serait insupportable pour l'équilibre planétaire. Si nous ne faisons rien, le prix de l'énergie augmentera de 30 % dans les années à venir. Les ménages peuvent-ils raisonnablement payer la facture de la décarbonisation? Nos entreprises ont-elles la moindre chance de rester compétitives et

**“ Rappelons-le, il est impossible de sortir du nucléaire sans doubler notre production d'énergie thermique d'ici à 2030, ce qui serait insupportable pour l'équilibre planétaire. Si nous ne faisons rien, le prix de l'énergie augmentera de 30 % dans les années à venir. ”**

survivre à une sortie du nucléaire? Si cette source ne peut être l'alpha et l'oméga de notre politique énergétique, gardons-nous de la condamner à court et à moyen termes.

Dans une vision réaliste et responsable, la Fédération des villes moyennes soutient activement un mix énergétique compétitif au bénéfice d'une sortie progressive et à l'encontre d'un positionnement dogmatique qui confinerait notre pays dans une dépendance énergétique néfaste. Rappelons simplement qu'en 2011, la facture des importations de gaz et de pétrole a atteint 61 milliards d'euros, soit 88 % de notre déficit commercial total!

Alors disons-le tout aussi clairement: la transition ne sera pas possible sans les énergies renouvelables. Eolien, solaire mais aussi biomasse et énergie maritime, autant de sources qui seront non seulement pourvoyeuses d'une énergie verte mais qui constitueront, aussi, de véritables leviers de croissance et d'emplois pour notre pays. Si l'objectif de 20 % d'ENR dans le mix énergétique est atteint en 2020, ce seront 500 000 emplois qui seront créés en Europe dont 100 000 dans l'éco-industrie. Une chance pour la France qui a tous les atouts pour être à la tête de cette révolution. Une chance pour nos territoires de développer des pôles d'excellence et les emplois qualifiés et non délocalisables qui vont avec.

Cette posture de bon sens doit également prévaloir dans le débat autour des gaz de schiste. Si rien n'est fait, l'Union européenne pourrait voir les importations de gaz augmenter de 40 % d'ici 2030, avec les conséquences que l'on connaît. Selon l'AIE, notre pays possède pourtant les réserves les plus importantes de gaz de schiste avec la Pologne, l'équivalent de plusieurs décennies de consommation. Aux Etats unis, l'exploitation de ces gaz a permis de ramener les émissions par habitant au niveau de celles des années 60! La fracturation hydraulique horizontale, telle que pratiquée aujourd'hui, est polluante, voilà pourquoi il faut encourager la recherche de nouvelles technologies d'exploitation. La France doit se mettre en position de pouvoir exploiter les gaz de

**“ La transition ne sera pas possible sans les énergies renouvelables. Eolien, solaire mais aussi biomasse et énergie maritime, autant de sources qui seront non seulement pourvoyeuses d'une énergie verte mais qui constitueront, aussi, de véritables leviers de croissance et d'emplois pour notre pays. ”**

schiste en préservant l'environnement; point sur lequel il ne faut pas transiger.

En temps de crise, cette question du coût devient centrale. Consciente du risque de remise en cause du principe d'un tarif péréquateur, la Fédération des villes moyennes réaffirme son attachement à la péréquation tarifaire en matière de distribution d'énergie (électricité et gaz). C'est un outil essentiel dans la lutte contre la précarité énergétique qui touche aujourd'hui 4,5 millions de ménages en France. Celui-ci doit donc être impérativement préservé. La péréquation tarifaire repose en effet sur la solidarité entre les territoires, en assurant un prix identique du gaz et de l'électricité à 80 % des Français. Le Rapport de la Cour des Comptes sur les concessions de distribution d'électricité, de février 2013, reconnaît d'ailleurs les vertus du modèle actuel de distribution, véritable facteur de cohésion nationale.

À l'aune de ces trois défis se construira, notamment, l'avenir énergétique de notre pays. Le débat qui s'est ouvert (ou qui va déboucher sur un projet de loi) doit donc être un moment de responsabilité, de réalisme et d'ambitions collectives. C'est avec cet état d'esprit que la FVM et les élus des villes moyennes continueront à apporter leurs contributions.